COMMUNE DE KERGLOFF
CONSEIL MUNICIPAL DU 05 janvier 2017 à 18H30
Compte rendu de séance

Le cinq janvier deux mil dix-sept à dix-huit heures trente minutes, se sont réunis sous la présidence de Monsieur Pierrot BELLEGUIC:

Secrétaire de séance : Jean-François LE RAY

Délibération 2017-01 : Recrutement et Fixation de la rémunération des agents recenseurs

Le Maire propose au conseil municipal la création de deux emplois d'agents recenseurs (agents non titulaires) afin de réaliser les opérations du recensement prévus du 19 janvier au 18 février 2017. Il convient de préciser que les agents recenseurs participeront à deux demi-journées de formation les 06 et 13 janvier 2016 (formation dispensée par l'Insee) et à la tournée de reconnaissance (repérage des logements à recenser avant le 19 janvier).

Il convient de déterminer la rémunération des agents recenseurs, étant précisé qu'elle ne peut en aucun cas être inférieure au SMIC horaire.

Monsieur le Maire propose :

- Une rémunération à l'acte en fonction du nombre de logements et de bulletins individuels collectés
- Un forfait de rémunération de 35 € brut par demi-journée de formation
- Une indemnité de frais de transport d'un montant de 150€, liée à l'utilisation de leur véhicule personnel

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et notamment son titre V

Vu le décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population ;

Vu le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 portant répartition des communes pour les besoins de recensement de la population ;

Après en avoir délibéré Le Conseil Municipal à l'unanimité **DECIDE** de créer deux emplois d'agents recenseurs pour la période allant du 06 janvier au 18 février 2017 qui seront rémunérées comme suit :

- 1, 15 € brut par feuille de logement remplie
- 1,75 € brut par bulletin individuel rempli.

La collectivité versera également à chaque agent recenseur un forfait de 150 € pour les frais de transport et 35 € brut pour chaque demi-journée de formation.

Délibération 2017-02 : réalisation d'un prêt à court terme pour les travaux d'extension et de réhabilitation de l'école publique Anjela DUVAL

Monsieur le Maire rappelle que le conseil municipal lui a donné délégation pour souscrire un prêt relai TVA d'un montant maximum de 200 000€ (délibération du 07 juillet 2016) et pour souscrire une ligne de trésorerie de 200 000€ (délibération du 25 novembre 2016)

Après consultation, Monsieur le Maire propose au conseil municipal de réaliser plutôt un emprunt à court terme de 400 000€ en lieu et place des décisions précédentes.

Après examen des propositions des organismes bancaires, le conseil municipal, à l'unanimité, **DÉCIDE** retenir l'offre du crédit agricole avec les caractéristiques suivantes :

Montant	400 000€
Durée	24 mois
Taux	Variable : Euribor 3 mois moyenné +1.1%
Paie ment des intérêts	Trimestriel (pendant 21 mois)
Versement des fonds	Possibilité de déblocage partiel dans un délai de 6 mois et jusqu'au 1 ^{er} remboursement
Possibilité de remboursement anticipé	Oui
Pénalité de remboursement anticipé	Aucune
Commission d'engagement	Aucune
Frais de dossier	400€

Délibération 2017-03 : Destruction des nids de frelons asiatiques

Au regard du nombre croissant de signalements de nids de frelons reçus en mairie et des risques pour la santé et l'environnement, Monsieur le Maire propose au conseil municipal de participer à une opération de destruction des nids de frelons asiatiques à partir de la mi-avril (période de formation des nids).

Monsieur le Maire propose de prendre en charge totalement cette opération dans le cadre d'une convention signée avec la Fédération Départementale des Groupements de Défense Contre les Organismes Nuisibles (FDGON) ou tout autre prestataire.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer une convention de destruction des nids de frelons asiatiques avec la Fédération Départementale des Groupements de Défense Contre les Organismes Nuisibles (FDGON) ou tout autre partenaire .

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif 2017.

Délibération 2017-04 : Attribution du marché de maîtrise d'œuvre pour la conception de deux lotissements communaux (route du hartz et Sainte Agnès)

Monsieur le Maire rappelle que le conseil municipal a par délibération du 05 février 2016 décidé de lancer une consultation pour une mission de maîtrise d'oeuvre pour la réalisation d'un lotissement communal à Sainte Agnès; qu'il a ensuite par délibération du 11 avril 2016 décidé d'acquérir par voie de préemption la parcelle ZL 34 en vue de la réalisation d'un second lotissement route du Hartz; qu'il a adopté par délibération du 17 juin 2016 les deux budgets annexes lotissements afin d'inscrire les crédits budgétaires nécessaires à ces opérations

Monsieur le Maire informe qu'une consultation a été lancée le 06 octobre 2016 pour une mission de maîtrise d'oeuvre pour la réalisation conjointe de ces deux lotissements . Six entreprises ont présenté une offre.

Suite à l'analyse des offres, Monsieur le Maire propose au conseil municipal d'attribuer le marché au groupement constitué par le cabinet Roux-Jankowski et Cécile Cathalo pour un montant de 24 400€ ht . Il propose également de retenir les deux options proposées, à savoir la réalisation des études d'assainissement pour l'ensemble des lots pour un montant de 2600€ et une étude complémentaire de gestion d'eaux pluviales pour le lotissement Route du Hartz pour un montant de 1000€ , soit un marché d'un montant total de 28 000€HT.

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets annexes lotissements 2017.

Délibération 2017-05 : Autorisation d'engager, liquider et mandater le quart des dépenses d'investissement avant le vote du Budget Primitif 2017 (Budget principal)

Monsieur le Maire rappelle qu'en vertu de l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, les collectivités territoriales sont autorisées, pour la période du 1^{er} janvier jusqu'au vote du Budget Primitif à engager, liquider et mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite des crédits ouverts au Budget de l'exercice précédent.

Elles sont également autorisées à liquider et mandater les dépenses relatives au remboursement de la dette.

Pour les autres dépenses d'investissement, le conseil municipal peut autoriser le Maire à engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au Budget de l'exercice précédent (hors crédits afférents au remboursement de la dette). Pour mémoire, les dépenses d'investissement budgétées en 2016 (hors remboursement du capital) s'élèvent à 1 938 239.12 €.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, **AUTORISE** Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement suivantes :

Article	Montant	Objet-Opération
2051	3000€	Logiciels
2158	5000€	Autres immobilisations corporelles
2183	5 000 €	Mobilier
2184	2 000€	Informatique
2188	3000€	Matériel services techniques
2313	25 000€	29-extension de l'école
2313	45 000€	10-travaux église
2315	5000€	27-aménagements rue du Moulin du Roy
2315	15 000€	23-GRVC
2315	20 000€	30- travaux de mise en accessibilité
2315	9 000€	31-numérotation des hameaux et signalétique
TOTAL	137 000€	

Délibération 2017-06: Autorisation d'engager, liquider et mandater le quart des dépenses d'investissement avant le vote du Budget Primitif 2017 (Budget annexe Eau)

Monsieur le Maire rappelle qu'en vertu de l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, les collectivités territoriales sont autorisées, pour la période du 1^{er} janvier jusqu'au vote du Budget Primitif à engager, liquider et mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite des crédits ouverts au Budget de l'exercice précédent.

Elles sont également autorisées à liquider et mandater les dépenses relatives au remboursement de la dette.

Pour les autres dépenses d'investissement, le conseil municipal peut autoriser le Maire à engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au Budget de l'exercice précédent (hors crédits afférents au remboursement de la dette). Les dépenses d'investissement budgétées en 2016 (hors remboursement du capital) s'élèvent à 196 126.79 €.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, **AUTORISE** Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement suivantes :

Article	Montant	Objet-Opération
2156	7500 €	Matériel spécifique d'exploitation

Plan Local d'Urbanisme Intercommunal : Présentation de la démarche

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'une réflexion sur la prise de compétence de Poher communauté pour l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal est en cours. Le conseil municipal sera amené à se prononcer sur cette prise de compétence avant le 27 mars 2017.

Monsieur le Maire présente au conseil municipal le document de présentation de la démarche présentée le 14 décembre 2016 aux conseillers communautaires.